



Le Royaume Uni accorde des avantages commerciaux au Cambodge

Publié le 21/12/2020



L'ambassade britannique à Phnom Penh a confirmé vendredi qu'elle accorderait au Cambodge des privilèges commerciaux, quatre mois après que l'Union Européenne ait partiellement suspendu des préférences similaires pour des violations des droits de l'homme.

L'Ambassadrice britannique Tina Redshaw a informé mercredi le ministre des affaires étrangères Prak Sokhonn que le Cambodge serait éligible à des exportations en franchise de droits dans le cadre du système de préférences généralisées du Royaume-Uni.

Cette annonce intervient quatre mois après que l'Union Européenne ait officiellement suspendu les privilèges commerciaux pour 20 % des exportations cambodgiennes,

affectant les secteurs de l'habillement, des chaussures, des articles de voyage et du sucre.

L'ambassadrice Redshaw a déclaré que le gouvernement britannique continuerait à être un "fervent défenseur des droits de l'homme" et qu'il était préoccupé par la situation des droits dans le pays et qu'il continuerait à la surveiller.

Le ministère des affaires étrangères du Cambodge a déclaré : "Les ministres britanniques ont décidé de ne pas reproduire le retrait partiel des préférences commerciales de l'UE dans le cadre du programme "Tout Sauf les Armes" (TSA) pour le Cambodge en tenant compte de l'impact économique de la COVID-19 sur certains des membres les plus vulnérables de la société, entre autres, les travailleurs de l'habillement".

Depuis le début de l'épidémie de coronavirus, le Cambodge a connu une chute massive de l'activité économique, affectant gravement le tourisme et les exportations dans les secteurs critiques de l'habillement et de la chaussure.

Prak Sokhonn, Le ministre cambodgien des affaires étrangères, s'est félicité de la décision du Royaume-Uni.

"C'est encourageant pour le gouvernement cambodgien et une très bonne nouvelle pour nos travailleurs qui ont déjà beaucoup souffert des effets désastreux de la COVID-19",

a-t-il déclaré

"Les décisions de suspendre les préférences doivent être évaluées de manière approfondie, en gardant à l'esprit l'impact qu'elles pourraient avoir sur les plus vulnérables, y compris les femmes dans l'industrie de l'habillement", avait déclaré l'Ambassade Britannique en novembre.